



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

POUR LA DÉFENSE DE NOTRE POUVOIR D'ACHAT ET POUR FINANCER LES RETRAITES IMPOSER LA HAUSSE DES SALAIRES !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 6 OCTOBRE 2022

Finalement, c'est autour d'un plateau de fruits de mer que Macron, sa première ministre et les piliers de son gouvernement et de sa majorité présidentielle ont décidé, la semaine dernière, à quelle sauce nos retraites devraient être rognées une fois de plus.

Après avoir été tenté par le passage en force dès cet automne, au moyen d'un amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale, notre monarque présidentiel a finalement préféré concéder un « cycle de concertation » sur sa réforme des retraites, à partir de cette semaine.

Pure opération d'enfumage cautionnée par ceux qui y participent puisque l'issue en est déjà tranchée: c'est le recul de l'âge de départ à 65 ans. Alors qu'ils savent qu'à 62 ans, un quart des 5 % des hommes les plus pauvres sont déjà morts !

SOIXANTE CINQ ANS ET PUIS QUOI ENCORE ?

Selon Borne, « un projet de loi [...] devrait être voté avant la fin de l'hiver pour une entrée en vigueur de la réforme dès l'été 2023 ». A la clef, un « report progressif de l'âge de départ de 4 mois par an, aboutissant à 65 ans en 2031 »

Comme à chaque attaque, le gouvernement prétend vouloir « sauver notre régime de retraites ». Pourtant, cette année, le système est bénéficiaire de plus de 5 milliards d'euros. Et le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit un solde positif des caisses de retraite vers 2040 sans nouvelle réforme.

Sauf que le gouvernement prévoit de récupérer une partie du budget des retraites. Non pas, comme il le prétend, pour financer l'éducation, l'écologie ou la santé, mais pour accorder de nouvelles aides au patronat (baisse des impôts de production, baisse des cotisations sociales pour les entreprises).

Et même si le gouffre financier avait été réel, il suffirait alors d'augmenter les salaires pour rétablir l'équilibre, en faisant rentrer des cotisations.

DES GRÈVES POUR LES SALAIRES

Et le remède est le même concernant l'inflation qui fait fondre nos salaires, nos pensions et nos allocations.

C'est pourquoi des grèves ont éclaté pour de véritables augmentations de salaire, comme à PSA-Stellantis où le 28 septembre, 4.800 travailleurs ont débrayé sur tout le groupe, exigeant 400 euros d'augmentation par mois et 6.000 euros de prime. Ce serait bien le minimum, quand le groupe PSA affiche 8 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre. Même chose dans les raffineries TotalEnergies, dont plusieurs sont à l'arrêt du fait des grèves, comme celle de Gonfreville-l'Orcher (près du Havre), la plus grande de France, pour 10 % d'augmentation des salaires et des embauches. L'occasion de rappeler que l'entreprise annonçait un bénéfice de 14 milliards d'euros en 2021, multiplié par 4 par rapport à l'année précédente.

ENGAGER LA BATAILLE MAINTENANT !

Qu'il s'agisse de la hausse des salaires, des pensions et des allocations, de leur indexation sur la hausse des prix ou du refus du report à 65 ans de l'âge de départ à la retraite, il faudra les imposer au patronat et au gouvernement, en se saisissant de toutes les occasions. C'est pour cela qu'après la journée de grèves et de manifestations du 29 septembre, le NPA appelle à la marche unitaire « contre la vie chère et l'inaction climatique » organisée par diverses organisations de gauche, à Paris, le dimanche 16 octobre.

Mais tout le monde voit bien qu'il faudra plus que deux journées d'action pour gagner. On ne coupera pas à la nécessité de construire un mouvement profond, par en bas, fait de manifestations, de grèves, d'occupations d'entreprises et de lieux publics, pour défendre et imposer nos revendications. Mais pour cela, nous avons besoin d'un véritable « plan de bataille » pour avancer vers un mouvement d'ensemble, seul à même de faire plier patronat et gouvernement.

NOUVELLES RÉFORMES : CHÔMAGE, RETRAITE...

COMMENT
VOULEZ-VOUS
QUE J'EN DONNE
AUX RICHES...



Urtikan...



SI J'EN
PRENDS PAS
AUX PAUVRES ?

Sie

ÉNERGIE : LA FACTURE POUR LES UNS, LE PACTOLE POUR LES AUTRES

La flambée des factures et l'augmentation des charges fait exploser le nombre des gens qui vont avoir du mal à se chauffer cet hiver. Et avec la fin de la ristourne de 30cts sur l'essence fin novembre, ce sera à nouveau la galère pour tous ceux et celles qui n'ont pas d'autre choix que de prendre la voiture pour aller au travail, chez le médecin, ou faire leurs courses. Les entreprises du secteur engrangent pourtant des profits faramineux. En 2021 par exemple, c'est près de 4 milliards d'€ pour ENGIE, 13,5 milliards pour TotalEnergies. Leurs actionnaires se gavent. Il suffirait pourtant de 8 milliards pour alléger de 800 € la facture des 10 millions des foyers les plus modestes. Les quelques mesures prises par le gouvernement font baisser momentanément la pression, mais ne changent rien sur le fond. Si l'énergie est bien vitale, et compte tenu des exigences environnementales, sa production et sa distribution ne devrait pas être laissée aux mains de capitalistes dont le seul horizon est le profit. Ce qui supposerait, entre autres, dans un premier temps, l'expropriation des entreprises du secteur.

IRAN : UNE RÉVOLTE À L'ASSAUT D'UNE DICTATURE SANGLANTE

Dès la mort de Masha Amini sous les coups de la « police des mœurs » le 16 septembre dernier, des milliers de femmes sont descendues dans les rues, enlevant ou brûlant leur voile, symbole de leur oppression. Leur courage a entraîné dans son sillage d'autres catégories de la population, des jeunes en particulier. Le régime a décidé de réprimer de manière sauvage cette contestation, tirant à balles réelles dans la foule : il craint par-dessus tout un embrasement social général. En effet, depuis plusieurs années, sur fond d'inflation galopante, de pauvreté et de chômage record, une colère sociale grandissante a pris la forme de grèves (dans le pétrole, chez les enseignants.es ...) ou de manifestations (vie chère, problèmes d'accès à l'eau ...). Une colère de plus en plus « politique », contre une dictature à bout de souffle, et pas seulement à cause des sanctions américaines. Malgré la férocité de la répression, le régime a pour l'instant échoué à étouffer la nouvelle vague de contestation qui continue : pour le droit de vivre, tout simplement, et pas seulement pour les femmes.

UKRAINE ET MAYOTTE :

À PRIORI, ON NE VOIT PAS LE RAPPORT

La Russie vient d'organiser des référendums dans le but de légitimer l'annexion de quatre régions d'Ukraine : **un acte de guerre qu'il faut évidemment condamner sans détours**. Mais avant de fustiger cette « mascarade », certains devraient balayer devant leur porte, à commencer par la classe politique française. Faut-il leur rappeler que c'est avec exactement la même méthode que l'Etat français a annexé l'île de

Mayotte pour en faire un département français. Mayotte est l'une île des de l'archipel des Comores, situé au nord-ouest de Madagascar, colonisé par la France au 19ème siècle. Lors du référendum d'autodétermination de 1974, par un vote ultra-majoritaire de la population, l'archipel accède à l'indépendance. Sauf l'île de Mayotte. En effet, sous prétexte que lors du référendum, la population de cette île s'était prononcée à 65% contre l'indépendance, la France a décidé de détacher Mayotte du reste des Comores et de maintenir l'île dans son giron colonial. Alors condamner l'annexion de Poutine, oui, sans réserve, mais certains de nos politiciens n'ont pas l'autorité morale suffisante pour le faire.

ASSEMBLÉE NATIONALE : LE RETOUR EN TOUTE IMPUNITÉ DE DAMIEN ABAD

Les députés de Renaissance, le nouveau nom du parti macroniste, avaient poussé des hauts cris à propos de l'affaire d'Adrien Quatennens, démissionnaire de son poste à la tête de La France insoumise (LFI) après avoir reconnu des violences sur son épouse, et de celle de Julien Bayou, qui a dû abandonner la tête d'Europe Écologie Les Verts, après des soupçons de violence psychologique sur son ex-compagne.

Mais ils affirment aujourd'hui n'avoir aucun problème à accueillir à bras ouverts au palais Bourbon Damien Abad, l'ancien ministre des Solidarités, accusé de viols. Plus hypocrites qu'eux, tu meurs...



Réunion publique 20h Jeudi 13 Octobre



*Salaires gelés, planète en surchauffe...
Pour en finir avec l'abondance des profits et la logique mortifère du capitalisme*

**Regrouper et donner de la force à nos luttes,
convaincre de l'urgence révolutionnaire !**

MJC Saint-Sever Salle Europa

f NPA ROUEN / CORRESPONDANCE@NPA76.ORG

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique